

Combattons les Plans Locaux d'Évaluation !

Les Plans Locaux d'Évaluation (PLE) sont sortis par les portes et tentent de rentrer à nouveaux par les fenêtres de nos lycées ! STOP !

Kesako les PLE ?

Ils ont été mis en place dans le cadre de la réforme du baccalauréat voulu par J-M Blanquer en 2021 et pour tenter d'aménager celle-ci, rejetée par une majorité de personnels et essayer d'uniformiser les modalités d'évaluation à l'échelle locale.

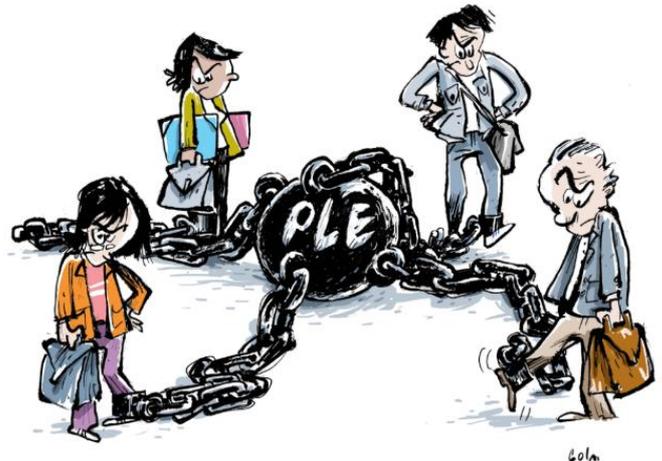
Ainsi les Plans Locaux d'Évaluation (PLE) consistent-ils à demander aux enseignants de renoncer eux-mêmes au caractère national du diplôme : à chaque lycée ses critères standardisés d'évaluation grâce au PLE. La note de service du 28 juillet 2021 « *relative aux modalités d'évaluation des candidats à compter de la session 2022* » demandait aux enseignants de s'imposer des règles locales d'évaluation.

Ces PLE ont été rejetés massivement par les personnels dès 2022 et ont été aussitôt enterrés l'année suivante car restant de simples coquilles vides. Les personnels n'étaient alors pas tombés dans le piège.

Mais en cette rentrée 2025, stupeur ! Alors que Mme Borne n'était même pas sûre d'être reconduite à son poste, cette dernière ressort les PLE afin de soi-disant diminuer la « pression sur les élèves ». Nous sommes ainsi sommés de les formaliser le plus rapidement possible....

Pourquoi le SNFOLC les rejette ?

- Le PLE, en uniformisant contractuellement les modalités d'évaluation, demande aux enseignants de renoncer à leur liberté pédagogique individuelle – liberté pédagogique qui justifie, entre autres, notre appartenance à la catégorie A des fonctionnaires.
- Les PLE font retomber la responsabilité du stress des élèves sur les établissements et *in fine* sur les professeurs, incapables de travailler ensemble. Et *de facto* les PLE permettraient au gouvernement de s'exonérer de toute responsabilité.
- Les PLE renforcent aussi la pression des parents et des élèves sur les chefs d'établissements, en cas de soupçons de non-respect des PLE.
- Les PLE accentuent les inégalités territoriales puisqu'ils demandent aux enseignants eux-mêmes de sanctuariser un baccalauréat local évalué avec des critères locaux : ce serait l'atomisation de l'éducation qui se dit « nationale » inscrite dans le marbre et approuvée par les professeurs eux-mêmes.
- Les PLE entraîneront une augmentation des procédures juridiques contre les établissements. Loin de constituer une garantie juridique « protectrice », un PLE constitue un document qui sera attaqué juridiquement comme facteur d'inégalité de traitement entre les élèves et les candidats puisque chaque lycée édicterait ses propres règles sans en avoir l'autorité ni les compétences juridiques.
- Enfin, les PLE augmenteront la charge de travail pour les enseignants à salaire constant : toujours plus de réunions, organisation d'évaluation de rattrapage, diversification des évaluations (« diagnostique », « formative », « sommative »), des coefficients et des bulletins (deux par familles !). Bref une usine à gaz chargée de se donner des appareils d'objectivité, de scientificité, d'égalité, alors même que le bac Blanquer renforce les inégalités territoriales de traitement.



Luttons tous ensemble contre les PLE

C'est pourquoi le SNFOLC 33 refuse les PLE. Le PLE ne remplacera pas les épreuves terminales anonymes. Non, les PLE ne redonneront pas sa valeur nationale au baccalauréat. Ils ne peuvent conduire qu'à renforcer la concurrence entre les établissements aux dépens de la santé des enseignants et, qui plus est, en les rendant responsables de leur propre épuisement ! Le SNFOLC appelle les personnels à se réunir en heure d'information syndicale ou en AG, à défendre pied à pied leur liberté pédagogique et à prendre position contre le projet local d'évaluation. Les réunions prévues pour élaborer le PLE doivent être l'occasion de réaffirmer le refus de la réforme Blanquer du lycée, le refus de s'inscrire dans le projet local d'évaluation, le refus de faire son propre malheur !

Le SNFOLC revendique le respect de la liberté pédagogique, le rétablissement du baccalauréat et de ses épreuves terminales nationales et anonymes.